

ACTION URGENTE

OUGANDA. DEMANDEZ LA LIBÉRATION D'UNE ENSEIGNANTE D'UNIVERSITÉ

Stella Nyanzi, une enseignante d'université ougandaise, a été arrêtée le 7 avril puis inculpée d'outrage au président et de violation du droit de celui-ci à la vie privée. Elle est maintenue en détention dans l'attente d'une audience prévue pour le 25 avril et pourrait faire l'objet d'une évaluation psychiatrique.

Stella Nyanzi, une enseignante d'université, a été arrêtée et placée en détention le 7 avril pour avoir critiqué le président sur les réseaux sociaux. Le 10 avril, un tribunal l'a inculpée d'outrage au président sur les réseaux sociaux et de violation du droit de celui-ci à la vie privée, en vertu de la Loi de 2011 relative à l'utilisation abusive de l'informatique. Elle a plaidé non coupable et a été placée en détention provisoire jusqu'au 25 avril, date à laquelle elle doit comparaître. Sa détention prolongée et les poursuites engagées à son égard sont contraires aux obligations qui incombent à l'Ouganda aux termes de sa Constitution et du droit international relatif aux droits humains, qui garantit le droit à la liberté, notamment d'expression.

À l'audience pendant laquelle Stella Nyanzi a été inculpée, le procureur a sollicité une évaluation de sa santé mentale. À l'appui de sa requête, il a déclaré que des éléments attestaient que Stella Nyanzi avait été une patiente de l'hôpital Butabika, un établissement psychiatrique public et qu'elle présentait des antécédents psychiatriques. Les avocats de la défense ont demandé davantage de temps pour répondre aux allégations du procureur car les informations présentées à la charge de leur cliente ne leur avaient pas été communiquées. Le magistrat a accepté et a ajourné ce point au 25 avril.

Amnesty International considère Stella Nyanzi comme une prisonnière d'opinion, détenue seulement pour avoir exercé son droit à la liberté d'expression.

DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS, en anglais ou dans votre propre langue :

- priez instamment les autorités ougandaises de libérer immédiatement et sans condition Stella Nyanzi car c'est une prisonnière d'opinion, détenue uniquement pour avoir exercé, pourtant de manière pacifique, son droit à la liberté d'expression ;
- exhortez-les à se conformer aux obligations qui incombent à l'Ouganda aux termes de sa Constitution et du droit international relatif aux droits humains, qui leur imposent de respecter, protéger et concrétiser le droit de cette femme à la liberté, notamment d'expression ;
- engagez-les à veiller à ce que, en attendant sa libération, elle soit protégée de la torture et des autres formes de mauvais traitements.

ENVOYEZ VOS APPELS AVANT LE 25 MAI 2017 À :

Ministre de la Justice et des Affaires constitutionnelles

Major General (rtd) Kahinda Otaiire
Bauman House, Plot 5, Parliament Avenue
P.O. Box 7183
Kampala, Ouganda
Fax : +25641254829

Courriel : info@justice.go.ug

Formule d'appel : *Dear Major General,*
/ Monsieur,

Inspecteur général de la police

General Kale Kayihura
Katalima Road, Naguru
P.O. Box 7191
Kampala, Ouganda
Fax : +256414255630

Courriel : info@upf.go.ug

Formule d'appel : *General, / Monsieur,*

Copies à :

Ministre des Affaires étrangères

Sam Kutesa
Ministry of Foreign Affairs
2A/B Apollo Kaggwa Road
P.O. Box 7048
Kampala, Ouganda

Fax : +25641258722 / 232874

Courriel : protocol@mofa.go.ug

Veillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques de l'Ouganda dans votre pays. Insérez les adresses ci-dessous : Name, Address 1, Address 2, Address 3, Fax number Email address Salutation .
Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci.

**AMNESTY
INTERNATIONAL**



ACTION URGENTE

OUGANDA. DEMANDEZ LA LIBÉRATION D'UNE ENSEIGNANTE D'UNIVERSITÉ

COMPLÉMENT D'INFORMATION

Stella Nyanzi a été arrêtée moins de deux mois après avoir commencé à critiquer Mme Museveni, l'épouse du président, également ministre de l'Éducation et des Sports, parce que l'État ne fournit pas de serviettes hygiéniques à toutes les filles scolarisées. Il s'agit pourtant de l'une des promesses formulées par le président Museveni il y a un an et demi, lorsqu'il faisait campagne pour être réélu. Le 14 février, Mme Museveni a informé le Parlement que l'État n'avait pas les moyens d'acheter des protections périodiques.

Stella Nyanzi a organisé une collecte publique de fonds en vue de permettre aux jeunes filles de s'en procurer ; son action a permis de récolter des milliers de dollars et de faire connaître largement le problème auprès des Ougandais, aussi bien sur place qu'à l'étranger.

Le 6 mars, la police a interrogé Stella Nyanzi au sujet de ses critiques à l'égard du président Museveni et de son épouse et, une semaine plus tard, l'a empêchée d'embarquer sur un vol à destination des Pays-Bas, où elle devait participer à un colloque universitaire. Dans une interview rare, diffusée à la télévision le 30 mars, Mme Museveni a déclaré qu'elle avait pardonné à Stella Nyanzi, ce qui n'a pas empêché l'arrestation de celle-ci quelques jours plus tard.

Nom : Stella Nyanzi
Femme

AU 89/17, AFR 59/6060/2017, 19 avril 2017